



N^o 065

Le 29 mars 1989

NAMIBIE: LE CANADA ÉTABLIRA UNE MISSION D'OBSERVATION

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a annoncé aujourd'hui que le Canada établira sa propre mission d'observation à Windhoek pendant la transition de la Namibie vers l'indépendance sur une période d'un an débutant le 1^{er} avril. M. Clark en a fait l'annonce après ses entretiens avec M. Andimba Toivo ya Toivo, Secrétaire général de la SWAPO (mouvement de libération), portant sur la transition et les élections au mois de novembre sous l'égide des Nations Unies.

"Il est convenable que le Canada, en tant que membre du Conseil de Sécurité de l'ONU et comme l'un des principaux coauteurs du plan initial de 1978 pour un règlement en Namibie, ait ses propres moyens d'information et d'action pour appuyer notre engagement de longue date envers l'indépendance de la dernière colonie d'Afrique par l'entremise d'élections libres et équitables," a dit M. Clark.

La mission se distingue du Groupe d'Assistance des Nations Unies pour la Période de Transition (GANUPT) auquel le Canada contribue 250 casques-bleus. Elle s'occupera de la surveillance, de la liaison et de l'observation au cours de l'année de transition, et comme toute autre mission elle relèvera du ministre par l'entremise du ministère des Affaires extérieures. Le Canada s'engagea déjà en 1978 à "maintenir des observateurs en poste à Windhoek pendant la transition". La mission d'observation doit comporter 6 ou 7 employés canadiens diplomatiques et de soutien, dont le premier se trouve maintenant à Windhoek. Le personnel sera accrédité à l'Afrique du Sud, une procédure ayant l'aval de l'ONU et suivie par

.../2

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

d'autres pays. La mission témoigne de l'appui concret du Canada pour le processus d'indépendance en Namibie, en plus de notre quote-part de 15 millions \$ pour le GANUPT, 2 million \$ d'aide aux réfugiés, et d'autres contributions au titre de l'aide humanitaire et de l'aide au développement.

Entre avril et juin on verra des grands retraits et démobilisations militaires ainsi que le retour de quelque 60,000 réfugiés. À partir de juillet se déroulera une longue campagne électorale, suivie du vote en novembre pour une assemblée constitutionnelle, où l'on devra enfin négocier une constitution et la faire adopter à majorité de deux-tiers avant l'indépendance prévue pour avril 1990.